

relations avec la zone dollar, et y a réussi. Or, vous savez tous, probablement, que les réserves d'or et de dollars de la zone sterling se sont accrues au rythme de 20 à 50 millions de dollars, par mois, à la seule exception des sept ou huit derniers mois, période assez longue pour mériter d'être étudiée très attentivement et durant laquelle—grâce aux achats de l'extérieur et de l'aide militaire, il est vrai—la zone sterling a raffermi ses réserves.

L'hon. M. ROBERTSON: N'est-il pas vrai, en même temps, qu'au cours des derniers mois, la Russie ait apparemment, tenté des efforts effrénés pour créer l'impression, au moins, qu'elle peut éventuellement remplir les commandes de matières premières des pays de l'Ouest, ce qui témoigne d'une certaine opinion dont elle croit pouvoir tirer parti. Indépendamment de tous les efforts officiels, les représentants des industries britanniques ont songé à obtenir des commandes. En ont-ils obtenu ou non? C'est une autre affaire.

M. MCKITTRICK: Il n'y a aucun doute que la Russie se soit efforcée d'accroître son commerce avec les pays de l'Ouest. J'ignore le pourquoi de ces efforts. Serait-ce d'accord avec un principe économique ou pour une raison politique? Je n'en sais rien.

L'hon. M. ROBERTSON: Ou pour l'une et l'autre raison?

M. MCKITTRICK: Je l'ignore.

L'hon. M. BAIRD: Ne croyez-vous pas qu'une bonne partie de l'augmentation des réserves de la zone sterling est attribuable à la réduction des achats de plusieurs dominions, dont l'Australie et la Nouvelle-Zélande, par exemple?

M. MCKITTRICK: Oui, et, en réalité, aux achats réduits du Royaume-Uni.

L'hon. M. BAIRD: Précisément. En d'autres mots, si les restrictions n'existaient pas, ces balances de sterling n'existeraient pas non plus; elles feraient défaut.

M. MCKITTRICK: Je n'ai que mentionné le fait et d'une manière générale. A une certaine époque, dans le passé, le Royaume-Uni recevait beaucoup plus d'aide et ne parvenait pas, toutefois, à accumuler de réserves. Il est aujourd'hui en meilleure posture qu'il ne l'était il y a un an ou deux.

L'hon. M. EULER: Voici ma dernière question, monsieur le président, et je me demande si M. McKittrick voudra bien y répondre. Avant de la poser, je désire le remercier des renseignements qu'il nous a donnés et de la manière dont il a répondu à nos questions. M. McKittrick aurait-il maintenant l'obligeance de nous dire ce que pourrait faire le Canada, à son avis, pour contribuer à résoudre certains problèmes, dont ceux que pose le rétablissement de la convertibilité, aussi pour en faciliter la réalisation?

M. MCKITTRICK: J'ai des idées plutôt arrêtées sur ce point. Comme vous le savez tous, et je regrette qu'il en soit ainsi, les relations entre les gouvernements de Londres et de Washington n'ont pas été des plus cordiales, ces dernières années. Je me sens tout à fait à l'aise, à Londres, où j'ai vécu 17 ans. J'étais le seul Américain dans une certaine banque d'escompte d'effets étrangers, en Grande-Bretagne. Durant une grande partie de ma carrière, j'ai vécu dans une atmosphère britannique d'idée et d'action. Aujourd'hui, quand je retourne en Grande-Bretagne, je m'y sens à l'aise, plus qu'à New-York, même, dans certains domaines des affaires. Je connais les sentiments des Anglais. Or, au cours des pourparlers difficiles qui ont été tenus, durant lesquels mes compatriotes, tout comme les autorités de Londres, ont eu l'impression qu'un peu plus de coopération de part et d'autre aurait aplani les difficultés, je me suis dit que si trois pays avaient participé à ces négociations au lieu de deux et que ce troisième pays eut été le Canada, ce pays aurait pu jouer le rôle extrêmement utile qu'il n'a pas joué. Ma connaissance de la psychologie me porte à croire qu'advenant un point de désaccord, les autorités de Washington auraient probablement dit: "Eh bien, si le Canada est disposé à le faire—nous connaissons